

1985, chapitre 68
**LOI SUR LE COLLÈGE MILITAIRE
ROYAL DE SAINT-JEAN**

Projet de loi 222

présenté par M. Jérôme Proulx, député de Saint-Jean

Présenté le 13 juin 1985

Principe adopté le 20 juin 1985

Adopté le 20 juin 1985

Sanctionné le 20 juin 1985

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 28 août 1985: aa. 1 à 5

G.O., 1985, Partie 2, p. 5725

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 68

Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean

[Sanctionnée le 20 juin 1985]

Préambule ATTENDU que le Collège militaire Royal de Saint-Jean, constitué en vertu de la Loi sur la défense nationale (S.R.C. 1970, chapitre N-4), a soumis une demande en vue d'obtenir la reconnaissance qu'il dispense un enseignement de niveau universitaire;

Attendu l'avis favorable du Conseil des universités;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Attribution
de grades
universi-
taires

1. Le Collège militaire Royal de Saint-Jean est autorisé à décerner des grades, diplômes ou certificats universitaires aux membres des Forces armées relativement aux programmes correspondant aux grades suivants:

- a) Baccalauréat en administration;
- b) Baccalauréat ès arts (Études canadiennes en administration);
- c) Baccalauréat ès arts (Études militaires et stratégiques);
- d) Baccalauréat ès arts (avec spécialisation) (Études militaires et stratégiques);
- e) Baccalauréat ès sciences (Mathématiques et physique);
- f) Baccalauréat ès sciences (Sciences générales);
- g) Baccalauréat ès sciences (Science informatique);
- h) Baccalauréat ès sciences (avec spécialisation) (Physique).

- Pouvoir du ministre Sur l'avis du Conseil des universités, le ministre peut ajouter à la liste des grades, diplômes ou certificats universitaires du premier cycle que le Collège est autorisé à décerner.
- Grade honorifique **2.** Le Collège est également autorisé à décerner tout grade honorifique qu'il juge approprié.
- Restriction **3.** La présente loi n'a pas pour effet de conférer au Collège militaire Royal de Saint-Jean le statut d'établissement universitaire au sens de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17).
- Effet d'exception **4.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).
- Entrée en vigueur **5.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.